

LISTES

La suprématie des sections locales



La commune est à vous: depuis les élections de 1999 les personnes non-luxembourgeoises peuvent poser leur candidature pour le conseil communal. (photo: Christian Mosar)

Avec dix pour cent de l'électorat, le corps électoral non-luxembourgeois constitue désormais une masse critique. Mais cette avancée ne s'est pas encore traduite en terme de candidatures aux élections.

"Il n'y a pas de Portugais élus malgré leur forte représentation dans la population. Les élus étrangers ne sont pas représentatifs des candidats ni des communautés existant à Luxembourg." C'est ainsi que Nénad Dubajic, chercheur au Sesopi-Centre intercommunautaire, caractérisait les résultats des élections communales de 1999, lors d'une table ronde organisée le 6 mars dans le cadre de la Fête des migrations. Au dernières élections, comparé à une part de 32,1 pour cent de ressortissant-e-s communautaires dans la population, à peine 4,3 pour cent des candidat-e-s au communales n'avaient pas de passeport luxembourgeois, et seulement 0,9 pour cent des élu-e-s.

Le phénomène n'est pas nouveau: depuis 1919, année d'introduction du droit de vo-

te des femmes, leur participation en tant que candidates aux élection n'a évolué qu'à très petits pas. Dans le contexte d'un système électoral extrêmement personnalisé, l'entrée en jeu de nouveaux groupes sociologiques n'est pas partie gagnée. Une situation décevante pour les candidat-e-s, mais aussi pour un électorat qui ne se voit pas représenté de manière adéquate.

Quotas mal-aimés

Non seulement le même phénomène se reproduit avec les personnes non-luxembourgeoises, mais les débats se ressemblent fortement. Ainsi, Felix Braz, échevin à Esch-Alzette, a lancé à propos des taux d'inscriptions sur les listes électorales: "Aussi longtemps que le taux d'inscription des étrangers est infé-

rieur à celui dans la population, on a un problème. L'inscription n'est pas seulement une affaire des non-luxembourgeois." Et Pablo Sanchez, vice-président du Conseil national pour étrangers, a revendiqué une participation des non-luxembourgeois-es dans les commissions communales dans la même proportion que celle dans la population. Tandis que Claude Meisch, président du DP, était dans son rôle de libéral lorsqu'il déclarait: "Il faut encore trouver des étrangers qui veulent participer. Je suis contre des quotas."

Les quotas, voilà enfin le mot lâché. Une idée controversée qui fait en quelque sorte fonction de cache-sexe pour la responsabilité des partis. Car, même si les électeurs et électrices vont faire le choix ultime, ils et elles ne peuvent choisir qu'entre les candidatures proposées par les partis. Même dans un système marqué par le panachage et le cumul des voix, les partis ont donc une grande responsabilité en ce qui concerne la représentativité des élu-e-s. Mais contrairement aux élections législatives et européennes, les centrales des partis n'interviennent que peu dans la composition des listes en matière d'élections communales. Ce sont les sections locales qui s'en occupent: ainsi, quelques listes du LSAP ont déjà été constituées - sans que dans la centrale du parti, on puisse avancer les noms des personnes qui les composent.

Une fatalité? Plutôt une question de statuts. Alors que la plupart des partis traditionnels formulent des recommandations en ce qui concerne la présence quantitative de femmes sur les listes, il ne semble pas exister de sanctions contre les sections locales qui ne les observent pas. Des quotas pour les personnes non luxembourgeoises par contre n'existent chez aucun parti. Sur d'autres critères par contre, surtout sur les diverses formes de notoriété, il existe un accord tacite chez tous les partis. Ou comme le disait Alex Bodry lors de la table ronde: "La composition des listes, c'est toute une alchimie."

Renée Wagener

Portrait: Médiatrice entre les communautés

Ricky Goslings-Kanters, femme au foyer de nationalité néerlandaise, a été une des neuf candidat-e-s étrangères à être élu-e-s en 1999. Habitante au Luxembourg depuis 35 ans, cette Walferdangeoise avait été très active dans diverses associations, par exemple l'association des parents d'élèves. Lorsque l'accès à la participation politique fut ouvert en 1999, elle a été confrontée avec la possibilité de l'engagement politique: "Je n'ai jamais voulu faire de politique. Mais à l'approche des élections, quand mes amis ont insisté sur l'importance de poser ma candidature en tant que non-luxembourgeoise, j'ai compris leur position. La plupart des étrangers que je connais ne se sont pas intégrés. Appartenant au milieu des fonctionnaires européens, ils sont aisés et ne ressentent pas le besoin de s'intéresser à la politique luxembourgeoise." Ricky Goslings a été surprise lorsqu'elle a arraché un mandat: "J'étais contente, mais je savais aussi que je n'avais pas d'expérience." En tant que conseillère communale, s'intéresse-t-elle surtout aux questions qui touchent la communauté non-luxembourgeoise? "Non, et d'ailleurs, je me réjouis que les Luxembourgeois me disent: tu n'es pas une étrangère, tu es une des nôtres." Mais il lui incombe souvent d'informer et d'aider des personnes étrangères: "Je suis dans une bonne position pour expliquer le système luxembourgeois aux personnes qui ne connaissent pas encore si bien le pays. C'est ainsi que je connais aussi les problèmes spécifiques des non-luxembourgeois." Entre-temps, Ricky Goslings a attrapé le virus politique: aux élections d'automne, elle sera de nouveau de la partie.

PARTIS

Intégrer, un peu

Si officiellement, les partis font des efforts pour devenir plus féminisés et plus multiculturels, leurs listes reflètent une autre réalité. Et dans la vie de tous les jours, l'intégration se fait attendre.

Listes et représentativité

Les élections communales d'octobre approchent.

Comment les partis organisent-ils leurs listes? Et par quels moyens veulent-ils intégrer les nouveaux-venus en politique, comme les femmes ou les personnes non-luxembourgeoises?

(rw) - "Il est important d'ouvrir nos listes, non seulement aux candidats expérimentés, mais largement aussi à de nouvelles personnes, femmes, jeunes, évidemment aussi pour les non-luxembourgeois. Nos listes doivent être le miroir d'un parti dynamique et ouvert, d'un parti populaire socialement engagé et de gauche." C'est ainsi que s'exprimait Alex Bodry, président du parti socialiste, lors du congrès de LSAP du 13 mars. En regardant de plus près les premières listes du parti pour les élections communales, on peut se demander si le message a été reçu. Notamment à Dudelange, là où le tête de liste s'appelle également Alex Bodry, la liste socialiste rate de justesse le tiers de femmes prévu par une résolution de 1998, tandis qu'une seule candidature non-luxembourgeoise apparaît. A Rumelange, le nombre de femmes est passé de une à deux. Le parti n'a pas émis de recommandation quant à la présence de candidatures non-luxembourgeoises sur les listes. "Mais les sections locales ont pris leurs propres initiatives, et nous aurons beaucoup plus de listes avec au moins une candidature étrangère que la fois passée," dit Alex Bodry. Il préfère encourager la participation en réactivant le groupe de travail

INTERVIEW

"Décalage entre philosophie et stratégie électorale"

Comment sensibiliser les partis à l'intégration politique des personnes non-luxembourgeoises? Le woxx s'est entretenu avec Sylvain Besch et Michel Legrand, chercheurs au Sesopi-Centre intercommunautaire.

woxx: Vous venez d'organiser un séminaire avec les partis politiques au sujet de la participation politique des personnes non-luxembourgeoises. Est-ce le rôle d'un centre de recherche?

Sylvain Besch: Nous ne sommes pas un institut de recherche et d'études classique, nous voulons faire des études utiles qu'on peut valoriser via la formation et la sensibilisation. Les partis ont un rôle important à jouer concernant la politisation des résidents, mais aussi concernant la composition des listes. Par notre séminaire, nous avons surtout voulu interpeller les sections locales des partis. Puisqu'elles ont une autonomie relativement grande, elles jouent un rôle important dans l'intégration des habitants de la localité.



Michel Legrand et Sylvain Besch, chercheurs au Sesopi-Centre intercommunautaire. (photo: rw)

L'autonomie des sections locales, n'est-ce pas un argument-alibi derrière lequel se cachent les partis pour ne rien faire?

M.L.: Même s'il y a des raisons tout à fait valables à cette autonomie relative des sections locales, le travail de contact permanent entre les structures nationales et la base, les moments de formation et de sensibilisation aux enjeux stratégiques d'un parti ne sont pas toujours suffisamment mis en avant.

La logique de l'intégration de nouveaux groupes sociologiques semble être en opposition avec les intérêts des sections locales.

S.B.: La notoriété est un des critères déterminants lors de la composition des listes, et c'est particulièrement flagrant chez les grands partis. Lors des élections européennes en 1999, il y avait sur chaque liste un candidat symbolique. Mais en 2004, ils avaient disparu, parce que les partis misaient sur les candidatures qui allaient récolter le plus de voix. Au niveau des élections communales également, la concurrence entre les listes est forte. Le fait que plusieurs partis ont approché Bjarne Riis, ancien vainqueur du Tour de France, pour lui demander d'être candidat, montre que ce n'est pas le profil politique, mais la notoriété qui est le facteur-clé de la composition des listes.

M.L.: Ce sont les partis plus petits ou plus récents, comme les Verts ou l'ADR, qui ont inscrit davantage de candidats étrangers, davantage de femmes, davantage de jeunes. Peut-être que cela concordait avec le projet idéologique des partis, mais en même temps, ces partis ont peut-être plus de difficultés à compléter leurs listes, et ont davantage dû faire appel à des candidats moins connus.

S.B.: Il peut y avoir un décalage entre la philosophie des partis et leur stratégie électorale: ils s'affichent tous sensibles à l'intégration des étrangers, mais quand il y va du concret, ce sont souvent des éléments purement matériels qui sont prédominants.

N'est-ce pas également une question de professionnalisme? Un parti pourrait gagner à proposer des candidatures non-luxembourgeoises.

S.B.: Si un parti propose un candidat portugais, cela ne veut pas nécessairement dire que tout l'électorat étranger va voter pour lui. Les étrangers ne forment pas un bloc homogène et ils ne se connaissent pas mutuellement. Et il faut également que le candidat arrive à grappiller des votes luxembourgeois.

L'évolution du groupe des personnes non-luxembourgeoises rappelle celle des femmes. Les mêmes discussions reviennent sur l'idée de la représentativité, par exemple.

S.B.: En partie. Au niveau des étrangers, la question est posée, mais pour les partis, c'est trop risqué d'adopter une logique de quotas. Il y a une crainte, peut-être injustifiée, qu'en favorisant des quotas, on favorise aussi la communautarisation.

M.L.: La masse grandissante des étrangers qui s'in-

scrivent aura également un effet boule de neige sur leur présence sur les listes des partis. Il faut continuer à favoriser par un certain volontarisme, mais pas nécessairement par les quotas, une place plus grande des étrangers dans les partis: dans la vie de tous les jours des partis, dans leurs structures, dans les sessions de formation etc.

Comme les femmes, les candidat-e-s non-luxembourgeois-es se retrouvent plutôt dans les communes à vote proportionnel.

S.B.: Dans les communes à vote majoritaire, là où des étrangers sont élus, les gens ne font pas la différence s'ils sont luxembourgeois ou non. On est élu parce qu'on a une notoriété.

M.L.: C'est la personne elle-même qui doit faire le maximum de démarches volontaires pour se faire élire. Alors que dans les communes à scrutin proportionnel, il y a le soutien d'un parti ou d'une section locale.

Y a-t-il des barrières spécifiques pour les candidat-e-s non-luxembourgeois-es?

M.L.: Il y a un problème d'information au niveau de la connaissance du système, des profils des partis, des rapports de force politiques. Et il ne se pose pas seulement pour l'électorat, mais aussi pour les candidats.

M.L.: D'où l'importance du travail de formation que doivent réaliser les associations, les partis, les écoles, le ministère de l'Intérieur.

S.B.: Lors de la campagne de sensibilisation pour l'inscription, il n'y avait pas de budget prévu par le ministère. Pour 2005, il faudrait absolument disposer de ressources financières pour pouvoir sensibiliser et informer, aussi bien le nouvel électorat que les nouveaux candidats.

L'analyse électorale spécifique d'organisations comme le Sesopi-Centre Intercommunautaire ne devrait-elle pas se situer dans le contexte d'un observatoire général des élections au Luxembourg?

M.L.: Nous ne demandons pas mieux que de collaborer avec d'autres organisations, d'ailleurs nous l'avons déjà fait. Des institutions publiques sont appelées à jouer un rôle. Si ce genre de statistiques de base était assuré par des instances habilitées à le faire, des associations comme la nôtre pourraient se concentrer plus sur les recherches qualitatives. Et nous aurions plus de ressources à consacrer à la sensibilisation et à la formation.

Interview: Renée Wagener

spécifique du parti. "Nous avons également d'autres groupes de travail où des non-luxembourgeois collaborent. Mais la langue est un grand obstacle. Si l'on parle français à cause des étrangers, d'autres membres se sentent offusqués."

Outils classiques

Même image chez le CSV: Paul Weimerskirch, responsable au sein du secrétariat général du parti de l'organisation des élections communales explique que si les statuts du parti prévoient une présence d'un tiers de femmes sur les listes, ils ne disent rien sur les candidatures non-luxembourgeoises. "Mais nous allons émettre une recommandation proposant aux sections locales de prévoir au moins une candidature non-luxembourgeoise sur leurs listes." Et il est prévu de rassembler, dans le cadre de la préparation des élections, les membres chrétiens-sociaux des Commissions consultatives pour étrangers. Quant aux autres commissions consultatives communales, Paul Weimerskirch est franc: "S'il y a des membres non-luxembourgeois, alors il doit s'agir d'un pourcentage très réduit."

Dans un communiqué publié lors de la Journée inter-

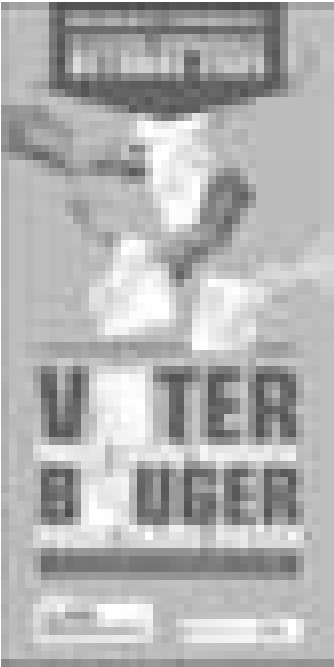
nationale de la femme, le parti libéral prétend s'être "toujours engagé pour une politique qui promeut la condition féminine afin de combattre ces inégalités". Une déclaration quelque peu étonnante pour un parti qui conjurait jusqu'ici le féminisme. Jusqu'où va donc aller le DP dans sa quête de rajeunissement? "Nous ne sommes toujours pas des fanas de quotas", précise Claude Meisch, président du parti libéral. "Mais nous encourageons nos sections locales à prendre en compte les candidatures des femmes comme des non-luxembourgeois." La direction du parti a organisé des séminaires dans les quatre circonscriptions pour préparer les élections communales conjointement avec les responsables des sections, et y a également évoqué le sujet de la représentativité des listes. Dans sa propre commune, Claude Meisch peut compter deux personnes non-luxembourgeoises sur la liste libérale. "Et ce ne sont pas des étrangers-alibi, mais des gens qui sont actifs depuis quelque temps et peuvent faire de bons scores. L'un des deux, un banquier, représente d'ailleurs le DP dans la commission consultative des finances."

Dans tous les partis, on met en avant l'existence d'un groupe de travail plus ou moins actif sur le sujet de l'intégration. Les Verts, souligne la collaboratrice Gina Conter, essaient de s'ouvrir aux personnes non-luxembourgeoises en prévoyant une traduction lors des grands meetings et des congrès, "qui est toujours sollicitée".

Le parti vert est le seul à avoir fixé le principe des listes paritaires dans ses sta-

tuts. Pour chaque liste, le parti met également en avant deux têtes de liste, un homme et une femme. Cependant, cela n'empêchait pas, lors des élections nationales, que la première place revenait dans les quatre circonscriptions à un homme. "Il est à prévoir", admet la responsable de l'encadrement des sections locales, "que les premières places seront occupées par ceux et celles qui ont déjà un mandat". Des hommes à plus de 70 pour cent. En ce qui concerne la présence de candidatures non-luxembourgeoises, les sections locales vont recevoir une recommandation dans les prochaines semaines. Felix Braz, député et échevin, lui-même d'origine portugaise: "Le plus important, ce sont les listes électorales. Un taux élevé de personnes inscrites force les partis à devenir actifs. S'il n'y a pas une seule candidature étrangère sur une liste, c'est un échec, mais il n'est pas primordial qu'il y en ait une, deux ou trois. Il ne faut pas verser dans le communautarisme," dit Braz.

Tun Jost de "Déi Lénk" est le seul qui mise sur les quotas: "L'idéal serait d'avoir une proportion de non-luxembourgeois correspondant à celle dans la population. Mais je ne nourris pas l'illusion que ce serait réalisable." Selon lui, l'activité politique a fortement régressé dans les associations traditionnelles représentant les immigré-e-s, et dans des organisations comme "Déi Lénk", elle ne se serait pas encore pleinement déployée. "Ce n'est pas facile," ajoute-t-il, "de mobiliser les étrangers."



Pour faire bouger, il ne suffit pas, comme pourrait le suggérer la campagne du gouvernement, de s'inscrire.